

Remarque: Le rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité, tel qu'il fut présenté au gouverneur en conseil, au mois d'octobre 1968, comprenait certains passages qui ont été supprimés ou remaniés dans la version publique, dans l'intérêt de la sécurité de l'État.

Ces modifications n'ont qu'une importance mineure, lorsqu'on considère le rapport dans son ensemble . . .

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je dois interrompre l'honorable ministre, car il fait une déclaration qui devrait normalement être faite à l'appel des motions. Je crois qu'il devrait tenter de répondre le plus brièvement possible à la question. Si l'honorable député désire poser des questions supplémentaires, il pourrait le faire par la suite. S'il doit donner une longue réponse, l'honorable ministre devrait demander la permission de revenir à l'appel des motions pour faire une déclaration sur laquelle des observations pourraient être faites par des représentants des partis de l'opposition.

**L'hon. M. Goyer:** Monsieur le président, sauf le respect que je vous dois, le reste de la réponse exigera cinq secondes.

Ces modifications n'ont qu'une importance mineure, lorsqu'on considère le rapport dans son ensemble, et les commissaires conviennent de ce qu'elles ne changent en rien la substance ou les recommandations du rapport.

[Traduction]

**M. Marshall:** Pour clarifier la situation, le ministre ferait-il une déclaration à l'appel des motions? En outre, pourrait-il songer à la possibilité de demander à son ami de Trinity de comparaître devant le comité compétent pour répondre de ses affirmations?

[Français]

**L'hon. M. Goyer:** Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de faire de plus amples observations sur cette question. Je peux tout de même assurer l'honorable député que le Commissaire de la Gendarmerie royale du Canada et le Directeur des services de sécurité m'affirment que la situation est sous contrôle, et si l'honorable député de Trinity (M. Hellyer) veut manquer à son serment, libre à lui, ou s'il veut se réfugier derrière son serment pour laisser planer des soupçons . . .

[Traduction]

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question connexe au premier ministre au sujet des mesures de sécurité rigoureuses dont on l'a entouré au dîner-bénéfices. Pas que j'y aie des objections, bien entendu; je ne voudrais pas qu'il arrive quoi que ce soit à mon très honorable ami. Mais j'aimerais savoir si on voulait le protéger contre des éléments subversifs ou contre les libéraux qui assistaient au dîner?

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

• (1450)

#### LA CONSOMMATION

LES VÉHICULES AUTOMOTEURS—L'ASSOCIATION CANADIENNE DE L'AUTOMOBILE ET LA DEMANDE DE MEILLEURES GARANTIES—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. Barry Mather (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de la Con-

sommation et des Corporations. Vu l'énoncé de principe approuvé ce matin par l'Association canadienne de l'automobile, une association qui compte un million de membres, sur l'impérieuse nécessité de mesures fédérales pour assurer aux automobilistes canadiens de meilleures garanties sur le plan de la fabrication et des pièces, le ministre va-t-il s'occuper aussitôt que possible de cette requête?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je remercie le député de son préavis que j'ai reçu juste avant mon entrée à la Chambre. Je n'ai pas encore pris connaissance de l'énoncé de principe dont il parle, mais je vais l'étudier et je donnerai suite très volontiers à la demande qui y est faite, dans les limites de la compétence fédérale.

\* \* \*

#### LES GRAINS

LES AGRICULTEURS ET LE COÛT DES NOUVEAUX WAGONS-TRÉMIES

**M. Craig Stewart (Marquette):** Monsieur l'Orateur, ma question découle de la réponse du premier ministre au représentant d'Edmonton-Centre. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé pourrait-il nous assurer que le coût des 2,000 wagons-trémies destinés aux céréales ne sera nullement imputé au compte des agriculteurs à la Commission canadienne du blé?

**L'hon. Otto Lang (ministre de la Justice):** Oui monsieur l'Orateur, c'est ce que le premier ministre a dit.

\* \* \*

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DE LA CNUCED—L'ATTITUDE DU CANADA LORS DES VOTES SUR CERTAINES RÉSOLUTIONS

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre, j'aimerais poser ma question au secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne l'attitude de la délégation canadienne à la récente conférence de la CNUCED, à laquelle des observateurs de l'Église canadienne sur place ont reproché sa réserve, son cynisme et sa mesquinerie, et l'insatisfaction qui en est résultée. Le ministre dirait-il pourquoi, à l'égard des importantes résolutions qu'ont présentées les pays en voie de développement pour qu'on aide leur économie, le Canada a jugé nécessaire de se prononcer contre neuf d'entre elles et de s'abstenir de voter dans le cas de quatre autres?

\* \* \*

#### LES AFFAIRES INDIENNES

LE PROJET HYDRO-ÉLECTRIQUE DE LA BAIE JAMES—LE RÉSULTAT DE LA RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE ET M. BOURASSA

[Français]

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le président, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Étant donné qu'il devrait rencontrer le premier ministre du Québec jeudi dernier pour discuter du projet de la baie